

## Compétitivité internationale

Parmi les notions qui suscitent actuellement le plus de controverse, la compétitivité tient assurément une place de choix. Tantôt sa prétendue perte symbolise le déclin du pays, tantôt sa recherche est vilipendée en raison du coût des ajustements sociaux qu'elle entraîne. Dans les économies modernes, dominées par la mondialisation et la référence omniprésente aux bienfaits de la concurrence, la compétitivité se présente à la fois comme une **évidence** et une **exigence**. L'une et l'autre s'imposent à tous les acteurs économiques et à tous les niveaux de décision: microéconomiques (firmes, établissements, ateliers) ; mésoéconomiques (régions, clusters) ; Macroéconomiques (pays, communautés économiques). Mais alors, qu'entend-t-on par compétitivité? Quels sont ses déterminants ? Quels en sont les limites et les nécessaires dépassements ?

**La compétitivité est l'aptitude d'un pays ou d'une entreprise à conquérir des parts de marché.** Cela se fait soit en augmentant la part relative à l'exportation (compétitivité externe), soit en limitant la pénétration des importations sur le marché intérieur (compétitivité interne). La compétitivité globale d'une économie dépend d'un certain nombre de facteurs qui se déploient en deux catégories. La première regroupe les déterminants de la **compétitivité-prix** selon laquelle la conquête des parts de marché passe par l'offre des prix plus compétitifs que ceux de concurrents. Elle concerne les coûts de production (coût salarial, consommation intermédiaire et coût d'utilisation du capital), la marge de l'entreprise, le taux de change, mais surtout les **écarts de productivité**.

Ces écarts sont considérés dans cette catégorie étant donné leur importance dans la détermination de prix. Ils renvoient, toutefois, à une composante fondamentale de la compétitivité qui est la productivité. L'écart qui sépare la Tunisie des pays développés en matière de productivité est actuellement de 27%, taux qui peut atteindre 40% dans le secteur des services et 60% pour les services destinés au marché intérieur. L'atteinte d'un bon niveau de productivité prend du temps et exige tout un processus de formation, d'apprentissage et d'amélioration des outils de production. Cela touche tout bonnement à la compétitivité structurelle qui constitue la deuxième catégorie de déterminants.

La **compétitivité structurelle** (hors prix) mesure la capacité d'un pays à capter la demande étrangère et domestique par d'autres moyens que les prix. C'est l'ensemble des avantages hors-coûts, comme la qualité du produit, les services après vente, la fiabilité, la relation avec le client, les conditions du travail, etc. La compétitivité structurelle procède aussi de la cohérence et de l'efficacité des structures productives de l'économie, voire de toute une politique industrielle et commerciale visant davantage d'insertion à l'économie internationale. En cela la création de compétences technologiques qui assurent des avantages comparatifs et une suprématie commerciale dans certaines catégories de produits, joue un rôle crucial dans la compétitivité internationale.

Mais en devenant une **notion générique**, la compétitivité se transforme en un **concept flou** et devient le commun de formules incantatoires. En exemple, la Tunisie est classée par le forum de Davos parmi les pays les plus compétitifs: 33ème au niveau mondial, 2ème en Afrique et 1ère, bien devant le Maroc, en matière de compétitivité touristique. Or, selon les statistiques de l'Organisation Mondiale du Tourisme, avec le même nombre de visiteurs, le Maroc réalise près de deux fois plus de recettes touristiques que la Tunisie. Que doit-on comprendre?

Tout simplement, nous devons donc nous garder de faire de la notion de compétitivité un usage purement rhétorique. La compétitivité-prix n'est pas suffisante et ses effets ne sont pas garantis. Il y a des limites à la compétitivité-prix, notamment à travers le regard du destinataire final. En effet, offrir un prix très compétitif peut être considéré par le consommateur final comme un signe de mauvaise qualité ou que le produit offert est économiquement inférieur. La demande est ainsi détournée vers d'autres destinations concurrentes.

De même, la poursuite d'un processus de compétitivité basé sur la dépréciation continue de la monnaie nationale, en l'occurrence le dinar tunisien, afin de baisser, du moins stabiliser, le niveau du taux de change réel, puissant facteur susceptible de favoriser la compétitivité internationale, peut s'avérer contre-productive. Une telle stratégie peut engendrer une dégradation de la compétitivité du secteur manufacturier dont la production dépend en grande partie de l'importation des biens d'équipement et des biens intermédiaires. Aussi, quand la recherche de la compétitivité via le taux de change devient une constante de la politique économique, depuis près d'un quart de siècle, cela ne peut que dénoter une défaillance structurelle en matière de productivité et de prix.

D'autres déterminants de la compétitivité sont aujourd'hui de plus en plus impliqués, ils sont essentiellement basés sur le « dumping » qui peut être de nature fiscale, sociale et environnementale. Cette dernière forme pose problème et s'avère dangereuse pour le développement durable. Elle cherche à conquérir des parts de marché ou drainer des investissements étrangers tout en étant moins regardante sur la nature polluante ou non des entreprises. Celles-ci sont, en grand nombre, des entreprises qui ont délocalisé leurs activités de pays ou régions développés vers d'autres qui le sont moins. C'est souvent le cas de pays ou régions qui ont un sérieux problème de chômage et de pauvreté et qui encouragent les investissements, essentiellement étrangers, intensifs en travail. Un arbitrage se fait alors entre l'emploi, la résorption du chômage et de la pauvreté, d'un côté, et la qualité de l'environnement d'un autre côté, mais au détriment de cette dernière.

Il est donc temps, même urgent, de repenser la question de la compétitivité internationale de l'économie tunisienne dans sa globalité et dans toutes ses dimensions afin de l'orienter dans une perspective de long terme qui la consolide et qui garantit plus de croissance et d'insertion à l'économie internationale.

**Dr. Ali ABDALLAH**